



# **L'achat local, moteur de la vitalité de nos régions et de nos communautés**

***Maximiser les impacts socio-économiques et environnementaux de l'achat local***

Principes et recommandations du chantier sur l'achat local

Avril 2021

## Les membres du G15+



# À propos du G15+

En mars 2020, un groupe de quinze leaders issus des domaines sociaux, syndicaux, environnementaux et d'affaires s'est formé en faveur de mesures pour une relance solidaire, prospère et verte. Baptisé G15+, le groupe a répondu à l'appel du premier ministre Legault et lui a transmis une contribution contenant de nombreuses pistes visant à compléter un plan national de relance.

Les propositions du G15+ s'enracinent dans une tendance mondiale observée à l'échelle internationale. En effet, plusieurs chefs d'État et de gouvernements, dirigeant.e.s de grandes entreprises et d'organisations internationales, de récipiendaires du Prix Nobel et leaders mondiaux du monde scientifique, d'organisations de la société civile et citoyennes ont appelé les pays à miser sur des plans de relance verts et justes.

Au Québec, la vision et les propositions du G15+ ont généré des appuis de tous les secteurs de la société, notamment :

- [Le Fonds de solidarité FTQ](#)
- [Plusieurs maires et mairesses de toutes les régions du Québec](#)
- [21 organisations en faveur des logements sociaux pour reconstruire notre économie](#)
- [La Coalition Cœurs de villes et villages](#)
- [L'initiative de chercheurs et universitaires « Le climat, l'État et nous »](#)
- [Les 22 Pôles régionaux d'économie sociale du Québec](#)
- [Le Réseau Environnement](#)
- [Les représentant.es jeunes de 20 organisations](#)

Les membres du G15+ : Conseil du patronat du Québec, Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec, Fondation David Suzuki, Chantier de l'économie sociale, Vivre en Ville, Propulsion Québec, Ordre des urbanistes du Québec, Écotech Québec, Équiterre, Fondation, Association des Groupes de Ressources Techniques du Québec, Coalition des organismes communautaires pour le développement de la main-d'œuvre, Fédération des chambres de commerce du Québec, Institut du Québec, Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement, COPTICOM Stratégies et Relations publiques, Annie Chaloux, professeure à l'École de politique appliquée de l'Université de Sherbrooke et François Delorme, économiste et chargé de cours en économie de l'environnement à l'École de gestion de l'Université de Sherbrooke.

Pour plus d'informations : <https://www.g15plus.quebec/>

## Remerciements

Ce rapport a été réalisé par le G15+, avec la contribution des membres du chantier sur l'achat local. Le G15+ remercie :

*Le coordonnateur du chantier :*

Arnaud Champalbert (Conseil du patronat du Québec)

*Les membres du chantier:*

Éric Baron (Fondation), Laura Ciccirelli, Myriam Déry et Charles Gagnon (Chantier de l'économie sociale), Stéphane Hudon (Fédération des travailleuses et travailleurs du Québec), Audrey Langlois et Philippe Noël (Fédération des chambres de commerce du Québec), Samuel Pagé-Plouffe (Vivre en Ville), Étienne Pomerleau-Landry (COPTICOM, Stratégies et Relations publiques), Simon Thibault (Propulsion Québec) et Marc-André Viau (Équiterre)

# TABLE DES MATIÈRES

<b>Principes entourant l'achat local</b>	<b>2</b>
<b>Recommandations entourant l'achat local</b>	<b>3</b>
<b>Infrastructures de transport</b>	<b>3</b>
<b>Capacité transactionnelle et numérique des entreprises</b>	<b>3</b>

## Principes entourant l'achat local

---

L'achat local se traduit par une dynamisation de l'économie locale et régionale à travers **un maillage renforcé entre la demande en produits et services et l'offre des entreprises** dans ces espaces géographiques destinés aux entreprises et aux consommateurs.

L'achat local est d'autant plus souhaitable lorsqu'il s'accompagne, en plus des **avantages économiques**, d'un **soutien à l'emploi local**, de **bénéfices sociaux et environnementaux**, notamment en encourageant le **rapprochement direct des consommateurs avec les lieux de production et de distribution**, ainsi qu'en favorisant la **réduction des émissions de gaz à effet de serre** liées au transport et à l'aménagement du territoire (ex. : développement de l'intermodalité).

L'achat local doit générer **davantage de retombées socio-économiques dans la région** et participe au **maintien du filet social local** (ex. emploi, vitalité des territoires, etc.).

L'achat local se décline en deux niveaux :

- **L'hyper local** concerne les produits très proches du consommateur (ex : rue principale, quartier, municipalité) les produits alimentaires et périssables, les produits issus de l'artisanat. L'achat hyper local doit être soutenu par le développement de circuits courts de distribution.
- **Le local** concerne un bien ou un service produit localement plutôt qu'un bien ou un service produit à l'extérieur des frontières de la communauté visée (le Québec, municipalité) le terme local signifie la municipalité, la MRC, la région et le Québec.

L'achat local repose sur des principes de maximisation des impacts socio-économiques et de diminution des émissions des gaz à effets de serre liés à la consommation. L'achat local permet de réduire la distance parcourue entre le produit et le consommateur et privilégie des modes de manutention et de livraison moins polluants et moins énergivores, tout en augmentant la **résilience économique, sociale et environnementale des entreprises**.

## Recommandations entourant l'achat local

---

### Infrastructures de transport

- Encourager la **mutualisation de certains centres de distribution** afin de réduire les coûts associés au transport tout en atténuant les effets liés à la faible densité de consommateurs potentiels dans certaines zones géographiques.
- Soutenir la réduction des émissions de gaz à effet de serre et la consommation d'énergie liées au transport de marchandises en encourageant notamment l'**acquisition de véhicules zéro émission pour les transporteurs**.
- **Soutenir la R & D et la commercialisation d'innovations québécoises** favorisant la réduction des émissions de gaz à effet de serre liées à la manutention et au transport de marchandises en accordant **davantage de financement** et en s'assurant d'une **réglementation plus efficace**.
- Accompagner les municipalités et les sociétés de développement commercial (SDC) locales et autres organismes à but non lucratif dans la **mise en place d'initiatives faisant la promotion des entreprises de proximité (hyper locales)** ainsi que la réduction des émissions de gaz à effet de serre liées au transport de marchandises en privilégiant des véhicules plus sécuritaires et adaptés aux milieux.
- Développer en partenariat avec les municipalités des **infrastructures de transport partagées** (ex. : centres de distribution, infrastructures de vélos-cargos, infrastructures de recharge).

### Capacité transactionnelle et numérique des entreprises

- Soutenir les entreprises pour réussir le **virage numérique**, notamment en termes de **capacité transactionnelle en ligne et de compatibilité des systèmes de gestion des inventaires** avec ceux des distributeurs et des transporteurs.
- Favoriser l'utilisation des données pour maximiser le potentiel de l'achat local en encourageant la **mutualisation de certaines données des entreprises et des transporteurs**, en respect des considérations commerciales, de confidentialité et de sécurité de celles-ci.
- Soutenir les entreprises locales qui offrent des **outils technologiques pour faciliter la commercialisation des produits locaux**.